

MICHEL SIMONNOT





JOËL FIORENZO

LE MOUVEMENT DES DEMOCRATES

Dénonce
le cynisme et l'inefficacité
des partis traditionalistes

Dans la Quatrième Circonscription

Les 12 et 19 Mars 1978

Vous Voterez

Michel SIMONNOT

ARCHITECTE D. P. L. G.

MAIRE ADJOINT DE TOULOUSE

Suppléant éventuel : Joël FIORENZO

AGENT D'ASSURANCES

POUR

PROPAGER - DEFENDRE - APPLIQUER

LES IDEES DE

Michel JOBERT

"Refuser la politique des blocs et les jeux des partis.
Renouer le dialogue nécessaire entre tous les Français."

Michel JOBERT

SUPPOSEZ que...

Nous allons voter, les 12 et 19 mars, dans quelques jours. Le choix : vote de combat et d'affrontement ? vote de résignation ? Décider pour un camp ou pour l'autre, sans savoir et même sans qu'ils sachent où ils vont et sans en avoir dessiné les contours. Faut-il se livrer à une aussi stupide fatalité et offenser ainsi la liberté qui est en nous ?

ROMPRE LE CERCLE MALEFIQUE

Mais supposez que vous élisiez **quarante députés du Mouvement des Démocrates** ! Quarante représentants qui auront voulu rompre cè cercle maléfique et proposer l'espoir d'une démocratie vivante ? Ne croyez-vous pas que tout bougerait dans ce paysage réputé immuable de haines et de partages que, d'un seul coup, notre moribonde et dangereuse politique changerait de sens ; que les commentaires s'en trouveraient transformés , qu'on crierait à la surprise, à l'exploït , que l'on réviserait tous les calculs faits hier , que l'on cesserait d'administrer la crise au travers des lubies et des fureurs idéologiques , qu'un ferment serait entré dans la pâte inerte ? N'auriez-vous pas alors fait un choix salutaire pour sortir de l'ornière où nous nous enfonçons irrémédiablement ?

Supposez que vous élisiez quarante députés du Mouvement des Démocrates, que vous vouliez ainsi prouver, puisque vous en avez le moyen aisé, que l'"ailleurs" ce n'est pas "nulle part" – comme disent tous les sots mal intentionnés, qu'il ne faut surtout pas "choisir son camp", – comme on le répète à satiété, que l'avenir ne passe pas obligatoirement par la prolongation de l'échec de la droite ou par la démonstration de l'incapacité de la gauche à concilier rêves et réalités.

Supposez que vous fassiez cela, qui est vraiment à portée de main, que vous cessiez d'être des citoyens "mis en condition" par la politisation, l'argent, l'influence, l'information. Supposez que vous ayiez envie de respirer ! Supposez que vous vous débarrassiez des moniteurs de respiration artificielle.

Qu'arriverait-il ?

Qu'arriverait-il ? Certes, rien de pire que ce qui nous pend au nez, aujourd'hui, alors que la vie économique est en état d'hibernation, que les plus ardents défenseurs de la droite jouent contre elle en jouant contre la monnaie, que la Bourse n'est qu'un cadavre et que l'angoisse des lendemains gagne chaque foyer Il arriverait ceci

Il y aurait au Parlement des voix pour dire tranquillement que les rois de notre politique sont abusifs et nus, qu'il faut changer les rites et la pratique démocratique : interdire le cumul des mandats, interdire ces carrières politiques qui empilent les responsabilités les unes sur les autres, reprendre la disposition de la Constituante qui ne permettait pas aux parlementaires de se faire réélire en continu, réglementer l'"argent politique", favoriser l'épanouissement d'attitudes neuves, ramener les partis dans leur rôle et à la modestie.

Il y aurait des voix pour demander la liberté du citoyen, et même des volontés pour la lui enseigner Fini, l'Etat tour à tour papa-gâteau et père abusif ; finie, l'administration qui a cessé d'être secourable pour devenir péremptoire , attaqués, les règlements tentaculaires, la législation conçue loin des réalités, engendrant la complication et le gaspillage d'hommes, de temps, d'énergie qui en découle

Il y aurait enfin une vérité pour la vie collective, remplaçant la pâle vérité administrative qui tient lieu d'animation dans tous ces "pays" assoupis qui perdent peu à peu conscience d'eux-mêmes. Il y aurait la pratique, multiple, créatrice d'une démocratie vivante prenant sa force dans la liberté et la responsabilité des citoyens, où ils travaillent, où ils habitent. Oui ! il y aurait au Parlement des voix pour réclamer cela et dénoncer la situation malsaine d'aujourd'hui où dialoguent, curieusement et mystérieusement, les élus influents avec les administrations toutes puissantes. Au point que l'idée même de référendums locaux jette la panique dans ces mondes bien clos !

Il y aurait au Parlement des voix pour parler à la fois de la liberté et de la solidarité, ce qui serait nouveau. Solidarité, dans un Etat déjà à moitié socialisé, qui vole au secours de tant d'entreprises privées défaillantes, avec l'argent de la collectivité, et qui doit désormais mesurer cette action à son efficacité sociale et économique. Aménager ce socialisme, y introduire le réalisme, la simplification, la mobilité, le sens du résultat matériel et moral est la tâche la plus urgente, au lieu de rêver d'univers bureaucratiques. Au-delà de cet acquis, qui exprimerait davantage la solidarité des générations et des conditions, la liberté doit apporter le goût d'entreprendre, restituer le sens de l'effort, en appeler à la responsabilité. Des voix plaideraient pour une fiscalité de liberté, dans la liberté, pour la liberté.

Il y aurait au Parlement des voix pour demander qu'on cesse la fuite en avant dans l'inflation, dont les plus avisés s'accomodent si bien, alors que celle-ci prélève un impôt considérable sur le capital des plus faibles ; pour exiger à la fois l'indexation des contrats et la liberté des prix, la renonciation aux facilités de l'endettement public et de la monnaie non gagée , pour décrire un plan, des choix économiques, pour vouloir l'adaptation de l'enseignement aux nécessités élémentaires de la société ; pour exalter le progrès et non prôner les règlements de comptes entre catégories ou classes.

On plaiderait pour l'Europe se libérant des impérialismes et non pas seulement pour dire que tout va bien, quand tout y va mal, ou pour proposer de fantomatiques assemblées, réputées insignifiantes mais dont chacun pourtant se méfie. On demanderait à la France de frayer hardiment sa voie vers de nouveaux équilibres mondiaux, politiques, économiques et monétaires, de bâtir son avenir avec les pays qui lui sont complémentaires, de retrouver sa liberté de proposer et sa capacité à être exemplaire. On ne perpétuerait pas l'armée d'hier...

AVRIL serait neuf

Supposez donc que vous élisiez quarante députés du Mouvement des Démocrates, ayant depuis plus de trois ans mûri leur réflexion sur l'effort à proposer et à entreprendre pour que la démocratie vive, au-delà d'apparences masquant à peine aujourd'hui son désarroi. Avril, alors, ne serait plus ce triste et indistinct combat qui récompensera à coup sûr notre incapacité à sortir des chemins battus. Avril serait neuf. Il y aurait quelque chose de changé en France. De la triste certitude on serait, en deux dimanches, passé à l'espoir de vivre enfin en accord avec notre temps.

S.E. Imprimerie San José - Toulouse